



# LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

*Philippe Meyer*

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°451 (19 AVRIL 2026)

TRAVAIL LE 1<sup>ER</sup> MAI ET ÉLECTIONS HONGROISES

# TRAVAIL ET 1<sup>ER</sup> MAI

## Introduction

---

### **Philippe Meyer :**

Afin d'autoriser le travail le 1er mai, pour quelques secteurs et sur la base du volontariat, une proposition de loi devait être débattue le 10 avril à l'Assemblée nationale. Lundi, le gouvernement a interrompu, au moins momentanément, le parcours de la proposition de loi à laquelle la gauche et les syndicats s'opposent. La commission mixte paritaire, qui devait initialement se réunir mardi pour concilier le Sénat et l'Assemblée nationale sur un texte commun, n'a, en définitive, pas été convoquée. Le dossier est renvoyé aux acteurs sociaux qui se voient proposer de parlementer à l'échelon des branches professionnelles pour essayer de dégager des solutions. En arrière-plan de cet épisode sans gloire se pose la question du rapport des Français au travail.

Selon le Datascope 2026 d'Axa, publié fin mars, le nombre d'arrêts maladie a bondi en France de 50 % depuis 2019, portés par une explosion des arrêts longs et par une fragilité inédite de la santé mentale des salariés. Depuis 2025, le taux d'absentéisme a grimpé de 5 % pour atteindre 4,8 % en 2025. La durée moyenne des arrêts s'allonge d'année en année. Les travailleurs du privé s'arrêtaient en moyenne 20 jours en 2019 ; en 2025 le chiffre était de 23,5 jours. Les arrêts de plus de deux mois pèsent plus des deux tiers du taux global d'absence au bureau. Lesquels sont portés dans leur grande majorité par une seule pathologie : les problèmes de santé mentale, notamment auprès des plus jeunes.

L'augmentation de l'absentéisme est particulièrement forte chez les cadres (+ 8 % entre 2024 et 2025), chez les salariés de 30 à 35 ans (+ 11 %) et de moins de 30 ans (+ 10 %). A contrario, parmi les CDD et les travailleurs de plus de 55 ans,

le taux d'absentéisme reste stable : 2 % pour les CDD et 6,4 % pour les seniors. Selon le baromètre absentéisme Malakoff Humanis publié en 2025, 14 % des salariés ayant eu des arrêts longs (plus de trente jours) ont trouvé la reprise si difficile qu'ils ont dû s'arrêter à nouveau. Les indemnités journalières ont coûté près de 20 milliards d'euros à l'Assurance maladie en 2025. Afin de tenter d'enrayer la dynamique, le gouvernement a présenté le 9 avril un plan de réduction du coût des arrêts de travail.

Dans le même temps, en 2025, l'implication des salariés européens dans leur vie professionnelle est restée faible, notamment en France, selon une étude Gallup publiée le 8 avril. Si, aux Etats-Unis et au Canada 31% des salariés interrogés se déclarent engagés dans leur travail, ils sont 30 % en l'Amérique latine, dans les Caraïbes et 25 % en Asie du Sud-Est. En Europe, l'Albanie, la Roumanie, la Norvège et Malte sont les pays où les salariés se disent le plus impliqués. Parmi les moins « motivés » : la Suisse, la Croatie et la France avec 8%. Cette mauvaise performance aurait coûté au pays selon Gallup environ 325 milliards d'euros en perte de productivité au cours de l'année dernière, tandis que le coût moyen d'un jour férié est selon l'INSEE de 1,5Mds€.

## Kontildondit

---

### **Antoine Foucher :**

Je ferai deux remarques. La première : c'est un cas typique de ce mal français qu'on pourrait appeler le « légicentrisme », ce réflexe qui consiste à vouloir régler par la loi des cas particuliers qui ne concernent même pas un millième du problème.

Rappelons rapidement les faits. Il y a 11 jours fériés en France, un seul est déclaré chômé par le Code du travail : le 1er mai. Tout fonctionnait ainsi depuis 1947. En 2006, un arrêt de la Cour de cassation a simplement rappelé ce principe, y compris pour les boulangers et les fleuristes. Pourtant, la tolérance de fait a continué, jusqu'à ce qu'il y ait quatre contrôles (pas 400, pas 40, mais 4) dans quelques départements, avec des amendes, finalement annulées. Quatre cas, sur 40.000 boulangeries et 20.000 fleuristes.

À partir de là, on est monté en généralité. Les organisations patronales ont alerté : quelques contrôles devenaient une insécurité juridique insupportable. La droite et le centre ont embrayé : on ne pourrait plus travailler le 1er mai, il faudrait légiférer. Puis la gauche et les syndicats ont réagi : menace sur des acquis sociaux conquis de haute lutte. Cette montée au principe a empêché de traiter un problème très localisé, lié à quelques inspections du travail particulièrement militantes. Au lieu de régler cela de façon pragmatique — messages du ministère du Travail, dialogue avec les partenaires sociaux — on est passé à la loi. Et que prévoit-elle ? Un décret en Conseil d'État pour déterminer qui peut travailler le 1er mai. Autrement dit, une norme technocratique parisienne supplémentaire, centralisée, qui va décider pour tout le pays quels secteurs ont le droit ou non de travailler, alors que les situations sont locales : une boulangerie qui alimente un hôpital doit évidemment travailler ce jour-là. Au lieu de faire confiance et de gérer

au cas par cas, on ajoute une couche de réglementation, et ce mouvement vient aussi de la société civile elle-même, en l'occurrence des organisations patronales.

Deuxième remarque : ce sujet a été instrumentalisé pour dire que les Français ne veulent plus travailler, en s'appuyant notamment sur la hausse réelle des arrêts maladie. Ce diagnostic est faux. D'abord, si l'on compare la durée annuelle du travail, les Français travaillent plus que les Allemands, les Suédois, les Finlandais, les Danois ou les Néerlandais, parce qu'il y a moins de temps partiel, des temps partiels plus longs et des indépendants qui travaillent davantage. Les salariés à temps plein travaillent un peu moins, mais au total, les actifs travaillent plus. Dire que le travail expliquerait l'appauvrissement relatif de la France est faux à l'échelle annuelle — cela se discute sur une vie entière, pas sur une année.

Ensuite, l'idée d'une « épidémie de flemme » est tout aussi infondée. Le taux d'emploi n'a jamais été aussi élevé depuis cinquante ans. Collectivement, on n'a jamais autant travaillé. Cela ne veut pas dire que c'est suffisant par rapport à d'autres pays, mais affirmer que les Français seraient devenus paresseux est faux — ou alors il faudrait dire qu'ils le sont beaucoup moins que leurs parents.

**Michaela Wiegel :**

Je voudrais rebondir sur ce qu'Antoine a dit, sur le rapport au travail et la réalité des statistiques. Je me suis plongée dans les chiffres, et c'est assez étonnant. Intuitivement, je pensais que nous travaillions plus en Allemagne, puisqu'il n'y a pas les 35 heures. Mais, en raison notamment du temps partiel, et malgré une durée du travail qui a augmenté, ainsi que le fait qu'il y ait davantage de personnes de plus de 65 ans en activité qu'en France, le nombre d'heures annuelles est en réalité inférieur. En revanche, le produit brut est nettement supérieur.

Il y a donc un problème de productivité en France qui m'a frappée. Je n'en ai pas

toutes les clefs, mais ce qui peut vous rassurer, c'est que notre chancelier, Friedrich Merz, a lui aussi expliqué l'an dernier que les Allemands étaient devenus trop fainéants et qu'il fallait travailler davantage pour sortir de la stagnation. On a donc eu un débat assez proche, même s'il n'est pas totalement comparable, car le fédéralisme nous protège en partie de cette montée en tension qu'Antoine a décrite.

Ce débat a aussi porté sur ses causes, et il existe un phénomène générationnel en Europe. Il tient au bénéfice que les jeunes ont le sentiment de tirer de leur travail. Les jeunes générations, très courtisées en Allemagne, recherchent un autre équilibre entre temps libre et temps de travail, tendance renforcée par le télétravail et les suites de la pandémie.

Il serait intéressant d'avoir un véritable débat européen, ou au moins franco-allemand, sur ces questions, car les débats strictement nationaux ne permettent pas des réponses apaisées et constructives. Quant au 1er mai, nous ne sommes guère mieux lotis : les employés sont autorisés à travailler trois heures, ce qui est insuffisant pour faire tourner une boulangerie ou un fleuriste.

### **Marc-Olivier Padis :**

Je suis d'accord avec Antoine sur deux points : il existe une singularité française dans ce malaise au travail, et elle ne s'explique pas par une allergie au travail. Au-delà du « légicentrisme », il y a aussi un problème de management en France, notamment une faible qualité du management intermédiaire, qui nourrit l'insatisfaction, voire la souffrance au travail. Il est utile de revenir à ce que la Covid a révélé. D'abord, l'importance du travail comme lieu de socialisation, avec les collègues et les échanges informels qui contribuent à la qualité du travail. Ensuite, la question de l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, avec des empiétements et une aspiration accrue à un meilleur équilibre. On a aussi vu à quel point l'espace domestique est désormais colonisé par le travail : des pièces entières y sont consacrées, ce qui n'était pas le cas il y a encore

quelques décennies.

La question de la santé mentale au travail a émergé comme un enjeu majeur, y compris à travers les relations de genre et les questions de harcèlement. Après les confinements, la reprise a relancé la réflexion sur le télétravail et le poids de la mobilité contrainte. On a beaucoup parlé du rapport des jeunes au travail. De nombreux DRH affirmaient qu'ils s'en désintéressaient, mais une étude que nous avons menée à Terra Nova a largement contredit cette idée : les jeunes sont aussi investis que les autres générations. Leurs priorités sont les mêmes : d'abord la rémunération, ensuite la prise de responsabilité, enfin la reconnaissance. Et ils sont même moins attirés par le télétravail, car ils ont besoin des contacts informels pour apprendre et comprendre le fonctionnement des organisations. À l'inverse, ce sont souvent les plus de 55 ans qui y sont favorables, mieux installés chez eux.

Nos résultats différaient de ceux de Gallup, mais ils montrent que les salariés restent attachés au travail, qui demeure une valeur en France. Le problème central est celui du pouvoir d'achat, notamment de la rémunération. Une autre enquête a montré que les salariés se tournent moins vers leurs employeurs pour demander des hausses de salaire que vers l'État. Beaucoup, notamment dans les PME et les ETI, considèrent que leur patron fait déjà le maximum et préfèrent manifester devant le ministère du Travail plutôt que devant le MEDEF.

Le malaise est particulièrement marqué chez les professions intermédiaires du privé — fonctions support comme les comptables, juristes, secrétaires de direction — situées entre encadrement et exécution. Ces salariés, souvent diplômés de l'enseignement supérieur court, se déclarent très investis dans leur travail, mais disposent de peu de perspectives d'évolution et de progression salariale. Ils manquent de reconnaissance et ont le sentiment d'être les perdants. Ils sont au cœur du malaise des classes moyennes françaises.

Enfin, ce malaise est aggravé par un management intermédiaire trop rigide, trop vertical, sur un modèle de « command and control », et insuffisamment formé. On

confie ces responsabilités à des personnes qui n’y sont pas préparées. Ce qui frappe en France, c’est que la verticalité ne concerne pas seulement le sommet de l’État : elle traverse l’ensemble des organisations. C’est un défi majeur.

**Nicole Gnesotto :**

Je vais revenir à la source littéraire de la philosophie libérale du travail : Candide. À la fin de péripéties abominables, Candide et ses compagnons arrivent dans un jardin, rencontrent un Turc qui leur offre boissons et nourriture exquis. Candide lui dit : « *vous devez avoir une vaste et magnifique terre* ». « *Je n’ai que vingt arpents* », répond le Turc, « *je les cultive avec mes enfants. Le travail éloigne de nous trois grands maux, l’ennui, le vice et le besoin.* » Ce texte est à la fois une critique de l’oisiveté aristocratique et une injonction bourgeoise qui fonde la philosophie libérale du travail : le travail comme épanouissement personnel, comme intégration sociale et comme moyen de s’enrichir. Depuis Candide, cette philosophie a largement gagné.

Un sondage d’avril 2025 montre que le travail est bien perçu ainsi par les Français : 70 % se disent satisfaits de leur vie professionnelle, 77 % de l’équilibre entre vie privée et vie professionnelle. Le travail est aussi un signe d’insertion sociale : 85 % estiment qu’il est utile à la société. Enfin, c’est un moyen d’enrichissement : 84 % des actifs bouclent leurs fins de mois sans se restreindre.

Avec ces chiffres, on comprend mal le discours dominant sur une France paresseuse, sur un pays où les gens refuseraient de travailler, ou vivraient aux dépens de l’État. Pourtant, certains éléments alimentent ce récit : la hausse de l’absentéisme, des jeunes diplômés qui quittent les grandes écoles pour d’autres projets, les difficultés de recrutement dans des secteurs comme la restauration, ou encore les réactions très vives autour du 1er mai — réforme à laquelle j’étais moi-même opposée.

La vraie question est donc la suivante : les Français sont-ils devenus allergiques

au travail, ou est-ce le travail qui est en train de changer ? Le salariat se transforme, avec l'émergence de ce que certains appellent le précarat, mouvement qui pourrait encore s'accroître avec l'intelligence artificielle. Surtout, comme l'a montré Antoine, ce qui a changé, ce n'est pas le travail, c'est sa rémunération : le travail ne paie plus. Dans ces conditions, moins s'investir dans un travail qui ne paie plus relève d'une forme de sagesse. Le modèle libéral du travail n'est plus aussi attractif qu'il l'était aux XIXe et XXe siècles, et il est légitime de s'interroger. Enfin, un autre facteur de transformation majeur est la mondialisation, qui a profondément modifié le rapport des Français au patron, à l'usine et au territoire.

### **Antoine Foucher :**

Juste pour le plaisir du débat, je vais me faire un peu l'avocat du diable. Autant nous n'avons pas de problème de temps de travail sur l'année, autant nous en avons un sur l'ensemble de la vie. Nous travaillons deux à trois ans de moins que les autres pays, ce qui contribue notamment aux problèmes de productivité évoqués par Michaela, en lien avec la désindustrialisation. Nous entrons plus tard sur le marché du travail sans être plus qualifiés, et nous partons plus tôt à la retraite — deux ans plus tôt que les Allemands. Cela interroge davantage notre rapport à la retraite que notre rapport au travail.

J'aimerais partager l'optimisme de Nicole sur la victoire de la philosophie libérale du travail. Le travail peut être un facteur d'épanouissement, de réalisation de soi, de fierté, à condition qu'il soit choisi. Mais nous avons en France un double héritage problématique. D'un côté, un héritage catholique, ambivalent : le travail peut être vu comme une participation à l'œuvre créatrice, mais aussi comme une forme de châtement. De l'autre, un héritage de gauche marqué par Marx, pour qui le travail, en régime capitaliste, est une aliénation. Ces deux traditions nourrissent l'idée que le travail n'est pas une source d'épanouissement et que la vraie vie serait ailleurs, notamment à la retraite, comme une vie sans patron. Cet

imaginaire est sans doute plus fort chez nous qu'ailleurs. Il faut donc faire en sorte que le plus grand nombre puisse choisir son travail, pour réduire l'attrait d'un départ précoce à la retraite.

Enfin, sur la relativisation du travail évoquée par Michaela : elle ne tombe pas du ciel. Pendant 150 ans, chaque génération vivait mieux en travaillant moins que la précédente. Ce cycle est terminé. Depuis une vingtaine d'années, on travaille autant, voire plus, sans vivre significativement mieux. Cela change nécessairement le rapport au travail. Il est rationnel de le relativiser quand il n'apporte plus les mêmes bénéfices qu'autrefois.

**Philippe Meyer :**

Un résistant élu à l'Assemblée constituante, Patrice Blank, du réseau Défense de la France, avait déposé une proposition de loi qui n'a jamais été discutée : verser une pension à tous les jeunes à la sortie de l'école jusqu'à 21 ans, période pendant laquelle ils feraient ce qu'ils veulent, puis travailleraient jusqu'à la fin de leur vie. Cette idée n'a pas été retenue, et il n'a pas été réélu ...

**Marc-Olivier Padis :**

Une précision par rapport à ce qu'a dit Antoine. Il y a une ambivalence à droite dans la culture catholique — entre aliénation et participation à l'œuvre divine — mais aussi à gauche dans le marxisme : le travail est à la fois aliénation et libération. Marx reprend la dialectique du maître et de l'esclave chez Hegel, où c'est finalement celui qui travaille qui prend le dessus sur le maître.

**Michaela Wiegel :**

Une remarque : je me demande si les Français ont conscience de l'importance culturelle de la figure du rentier. Le mot existe tel quel en allemand, « *Rentier* », tant cette figure est associée à la France. C'est une figure idéalisée : quelqu'un qui vit de ses rentes, jouit de ses biens, avec des loisirs intellectuels et sociaux.

C'est un idéal qui éclaire le poids du désir de retraite. On le voit par exemple chez les enseignants, moins bien rémunérés qu'en Allemagne, mais avec en contrepartie une retraite plus précoce et relativement avantageuse au regard de leurs revenus d'activité.

# ÉLECTIONS HONGROISES : EXPLICATION DE LEURS RÉSULTATS, CONSÉQUENCES EN ET POUR L'EUROPE

## Introduction

---

### Philippe Meyer :

En remportant les élections législatives en Hongrie, le 12 avril, avec 53 % des suffrages (contre 38 % pour le Fidesz), le parti d'opposition Tisza récolte 138 des 199 sièges du Parlement, contre 55 pour celui de Victor Orbán. La participation historique a atteint presque 80 % des 8,1 millions d'inscrits, un record depuis 1990. Ancien membre de l'équipe Orbán, le leader de Tisza, Péter Magyar est avocat, ancien diplomate à Bruxelles. Il a fait campagne contre la corruption de son prédécesseur, de son parti Fidesz, contre leur népotisme et leur favoritisme devenus trop visibles, mais aussi trop pesants alors que la société et l'économie hongroise sont en grande difficulté. La flambée inflationniste (plus de 40% depuis 4 ans) a agi comme un impôt invisible, frappant d'abord les ménages modestes. Le pays reste coincé dans le bas du classement européen en matière de revenus.

Péter Magyar a réussi à rassurer les déçus du Fidesz en leur promettant d'être tout aussi conservateur que le pouvoir sortant sur les questions d'immigration. En parallèle, il a attiré les électeurs de gauche épuisés par les divisions des partis d'opposition traditionnels et prêts à voter pour n'importe qui pouvant les débarrasser de l'extrême droite. Disposant de la majorité qualifiée des deux tiers il devrait pouvoir démanteler les piliers de la « démocratie illibérale » d'Orbán, mettant fin à la stricte emprise de l'ancien Premier ministre sur le pouvoir judiciaire, les entreprises publiques et les médias. Aussitôt assuré de sa victoire,

Péter Magyar a demandé aux présidents de la Cour constitutionnelle et de la Cour des comptes, nommés par Orbán, de démissionner.

La restauration de l'État de droit est précisément l'une des demandes les plus pressantes de Bruxelles. En contrepartie, le nouveau gouvernement pourra obtenir, après plusieurs années de suspension en raison de la dérive autoritaire du pays, quelque 35 milliards de fonds européens. Une manne sans laquelle il ne pourra pas mettre en œuvre son programme d'amélioration des services publics et de restauration du pouvoir d'achat. Dès dimanche soir, Péter Magyar a donné le ton devant une foule scandant « Europe » : « *Aujourd'hui, le peuple hongrois a dit oui à l'Europe* », a-t-il clamé avant de promettre que « *la Hongrie sera un allié solide au sein de l'UE et de l'Otan* ». À Bruxelles, le dossier le plus urgent est la levée du blocage de Budapest au prêt de 90 milliards d'euros à l'Ukraine, qu'Orbán avait accepté en décembre avant de revenir sur sa parole deux mois plus tard. La victoire de Magyar change la donne au Conseil européen en isolant le Slovaque Robert Fico, qui se plaçait régulièrement sous la protection d'Orbán pour monter un front du refus à Bruxelles, rejoint depuis quelques mois par Andrej Babiš, de retour à la tête du gouvernement de la République tchèque.

## Kontildondit

---

### **Michaela Wiegel :**

Le cas de la Hongrie est un véritable cas d'école pour l'Union européenne. Aucun autre pays, pas même la Pologne, n'a connu un tel démantèlement de la démocratie libérale : un État de droit attaqué de toutes parts, des changements dans la magistrature, dans la législation, et un système médiatique largement contrôlé par des proches de Viktor Orbán. Pendant des années, nous avons assisté à cette évolution de manière assez démunie, même si des subventions européennes ont fini par être bloquées, bien tardivement cependant. La première question est donc de savoir comment Péter Magyar va réussir à revenir à un fonctionnement démocratique. Il en a fait la promesse et dispose d'une majorité des deux tiers, ce qui lui permet d'engager des réformes constitutionnelles. Mais dans la pratique, ce sera un processus long, qui suppose de trouver les bonnes personnes et d'installer de nouvelles pratiques.

Deuxième point : la campagne électorale a aussi été un cas d'école. Pour la première fois, on a vu l'influence combinée de deux grandes puissances, la Russie et les États-Unis, à travers le mouvement MAGA, soutenir Viktor Orbán. Donald Trump a envoyé Marco Rubio, puis J.D. Vance quelques jours avant le scrutin. Lors d'une soirée électorale, J.D. Vance a même appelé Trump en direct, qui a exhorté les participants à voter pour Orbán. Du côté russe, le soutien a également été actif, avec des moyens importants mobilisés.

Péter Magyar, issu de l'univers d'Orbán — il a travaillé au cœur du Fidesz et son ex-femme était ministre de la Justice — a été attaqué sur le plan personnel, avec des accusations diverses et des tentatives de déstabilisation, y compris sur le plan personnel. Il a tenu bon. Cela montre que, malgré les tentatives d'influence, un candidat incarnant un changement démocratique peut l'emporter. Pour autant, Péter Magyar n'est pas un progressiste. Il a siégé au Parlement européen au

sein du groupe PPE, présidé par Manfred Weber, un groupe qui a souvent cherché des compromis avec l'extrême droite, notamment sur les questions migratoires. Il ne faut donc pas attendre de rupture majeure sur l'immigration. En revanche, les négociations avec Bruxelles sont en cours. Les équipes d'Ursula von der Leyen travaillent étroitement avec les nouvelles autorités hongroises. On peut s'attendre à un déblocage rapide du crédit pour l'Ukraine et à un retour accéléré de la Hongrie vers les standards européens, condition pour accéder de nouveau aux fonds européens suspendus.

### **Marc-Olivier Padis :**

Pour comprendre la victoire de Péter Magyar, il faut revenir aux élections de 2022. Orbán était déjà impopulaire, mais il avait été réélu faute d'une opposition organisée et incarnée, et en instrumentalisant la peur de la guerre deux mois après l'invasion russe de l'Ukraine. En 2026, la situation a changé. D'abord, l'économie s'est fortement dégradée, avec une inflation très élevée et un niveau de vie désormais inférieur à celui de la Roumanie et de la Bulgarie. Ensuite, des scandales de corruption ont touché directement Orbán et son entourage, ce qui a joué un rôle déterminant dans l'émergence de Péter Magyar. Enfin, l'opposition s'est structurée autour d'un leader, qui a servi de point de ralliement pour renverser le système.

Magyar a montré un caractère solide : il a résisté à une campagne extrêmement violente, aux attaques personnelles, aux trolls russes, aux tentatives d'ingérence américaine et à un système médiatique entièrement verrouillé, qui ne lui a accordé aucune visibilité. Issu d'un milieu politique — son grand-oncle Ferenc Mádl a été président de la République — il connaît bien les rouages du pouvoir. Son parti, Tisza — du nom du deuxième fleuve de Hongrie — incarne une idée de renouveau. Il a refusé de s'appuyer sur les partis traditionnels d'opposition et a présenté exclusivement de nouveaux candidats, ce qui marque un renouvellement profond de la classe politique.

Le défi est désormais de rétablir l'État de droit sans recourir à des méthodes autoritaires. Il lui faut être à la fois légal, démocratique et efficace. Il a indiqué qu'il maintiendrait le président de la Banque centrale, tout en exerçant une pression politique sur d'autres responsables pour les pousser à démissionner. Les médias proches du pouvoir, privés de financements publics, devraient disparaître faute de moyens.

Pour l'Europe, les conséquences sont importantes. Les ingérences, la désinformation et les campagnes de déstabilisation ne constituent pas une stratégie durablement gagnante. On sort aussi d'une situation anormale : le ministre hongrois des Affaires étrangères informait Moscou en direct du déroulement de certains Conseils européens, ce qui illustre la fin d'un blocage à la fois hypocrite et stérile d'Orbán, pourtant largement bénéficiaire des fonds européens. La Hongrie devrait réadhérer au Parquet européen, qui pourra enquêter sur les détournements de fonds liés à l'entourage d'Orbán, même si ses moyens restent limités. Un changement d'attitude vis-à-vis de l'Ukraine est également attendu. Un sondage de l'*European Council on Foreign Relations* posait la question « à qui faites-vous confiance ? » 75 % à l'Union européenne, contre 57 % pour Magyar et 45 % pour Orbán. 68 % souhaitent une relation plus loyale avec l'UE et 53 % un soutien accru à l'Ukraine, malgré une inquiétude persistante face à la guerre. On voit ainsi la fin d'une propagande systématique et le retour possible à une coopération européenne plus loyale, même si la transition sera difficile pour un pays profondément fragilisé dans son État de droit.

### **Nicole Gnesotto :**

Je voudrais tirer quelques leçons de cette élection hongroise, qui constitue une éclaircie dans un contexte international et européen plutôt sombre.

Première leçon : le renoncement de la gauche. Les partis de gauche — Verts, socialistes, sociaux-démocrates — disposaient encore de représentants sous

Orbán, mais ils ont accepté de ne pas présenter de candidats. Résultat : zéro député, mais la possibilité de faire tomber Orbán. Cela pose une question pour la France : assisterait-on à un tel sacrifice face au populisme ?

Deuxième leçon : la crise économique. La défaite d'Orbán s'explique aussi par la dégradation économique, la corruption et le népotisme — on évoque jusqu'à 40 milliards d'euros détournés, notamment avec l'affaire Elios. Les populismes naissent souvent d'une bataille idéologique contre Bruxelles et au nom du nationalisme, mais ils meurent sur leurs résultats économiques. Les Hongrois ont voté pour améliorer leur situation.

Troisième leçon : les populistes commettent une erreur stratégique. Une fois au pouvoir, leur priorité devrait être d'enrichir leur population pour durer. Cela pose la question de Donald Trump : cherchera-t-il à maintenir la prospérité américaine ou faudra-t-il attendre un appauvrissement pour provoquer une alternance ?

Quatrième leçon : pour l'Union européenne, c'est une bonne nouvelle, mais cette victoire n'est pas la sienne. Elle revient au peuple hongrois. L'Union a même failli. Dès 2018, le Parlement européen avait demandé l'activation de l'article 7 contre la Hongrie pour atteinte à l'État de droit. Entre 2018 et 2025, malgré de nombreuses réunions, le Conseil n'a jamais abouti à une conclusion formelle. Les sanctions ont été tardives et limitées — elles ne datent que de deux ans. Les institutions européennes et les États membres portent donc une part de responsabilité dans le maintien d'Orbán au pouvoir pendant seize ans. Si l'on veut éviter d'autres situations similaires, il faut en tirer les leçons. La fin d'Orbán ne signifie pas la fin du populisme en Europe. Les causes de sa montée sont profondes, économiques et structurelles. Il ne faut pas relâcher la vigilance.

**Antoine Foucher :**

Nicole a conclu sur le point essentiel. D'abord, sur le plan symbolique, la défaite d'Orbán constitue un revers pour le mouvement réactionnaire international. Il avait été présenté par Steve Bannon comme un « Trump avant Trump », un «

Trump européen ». Son influence dans cette galaxie politique dépassait largement le poids réel de la Hongrie. C'est donc une défaite significative. Ensuite, il faut nuancer. Péter Magyar se revendique lui-même comme populiste. Le Parlement est désormais largement dominé par la droite et l'extrême droite, et sur plusieurs sujets, il s'inscrit davantage dans la continuité que dans la rupture avec Orbán. Sur l'immigration, Michaela l'a rappelé, les positions restent proches. Sur l'Union européenne, on peut espérer une attitude moins conflictuelle, mais il défendra fermement les intérêts hongrois, comme l'a dit Friedrich Merz. Sur l'Ukraine, il a annoncé vouloir lever le veto, mais l'opinion hongroise reste très marquée par une logique de paix, quitte à envisager des concessions territoriales ukrainiennes. Comme le rappelait Jacques Rupnik, les Hongrois gardent en mémoire les pertes territoriales subies après la Seconde Guerre mondiale. Enfin, les causes du populisme demeurent. Sur le plan du nationalisme, il y a la difficulté persistante des institutions européennes à protéger les peuples européens dans la mondialisation, à assumer une véritable préférence européenne face aux États-Unis ou à la Chine, et à privilégier une logique de puissance plutôt que de libre-échange. Sur le plan de l'illibéralisme, le défi est celui qu'évoquait Marc-Olivier : les gouvernements modérés doivent améliorer concrètement la vie des citoyens tout en respectant l'État de droit. Cette conciliation entre légalité et efficacité reste à démontrer. Tant que les modérés ne parviennent pas à produire des résultats tangibles, les ressorts du populisme continueront de prospérer.